

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**Direction de l'Administration
et des Finances**
Service Achats Marchés

Dossier suivi par :
Service Achats Marchés

**Prestations d'audits financiers de projets
financés par l'Union européenne (CFS)
Certificate On Financial Statements**

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)
N° 50 du 14 novembre 2024**

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Dispositions générales	3
1.1	Mode de passation	3
1.2	Objet et forme	3
1.3	Durée	3
1.4	Pièces constitutives du marché	3
1.5	Forme des notifications et informations	4
1.6	Cotraitance	4
1.7	Sous-traitance	4
1.8	Pénalité en cas de sous-traitance non déclarée	4
ARTICLE 2	Conditions d'exécution des prestations	4
2.1	Lieu d'exécution	4
2.2	Bons de commandes	4
2.3	DELAIS D'EXECUTION	5
2.4	Suivi de la prestation	5
2.5	Transport	6
2.6	Clause de réexamen : modification du marche	6
ARTICLE 3	Responsabilité et obligations du titulaire	6
3.1	Personnel du titulaire - dommages	6
3.2	Dispositions applicables en cas de mouvements sociaux du personnel du titulaire ou d'impossibilité momentanée d'exécuter les prestations	6
3.3	Clause environnementale	7
3.4	Assurances	7
3.5	Confidentialité	7
3.6	Prévention de santé sécurité au travail	7
ARTICLE 4	Vérifications et admission	8
ARTICLE 5	Prix du marché	8
5.1	Généralités	8
5.2	Révision des prix	8
ARTICLE 6	Modalités de règlement du marché	9
6.1	Avance	9
6.2	Acomptes - Règlement des comptes	9
6.3	Facturation	9
ARTICLE 7	Garantie	12
ARTICLE 8	Autres dispositions	12
ARTICLE 9	Litiges	12
ARTICLE 10	Dérogations	12

ARTICLE 1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 MODE DE PASSATION

Le présent marché est un marché de services passé en procédure adaptée en application du code de la commande publique (articles L 2123-1 et R 2123-1).

1.2 OBJET ET FORME

Le marché porte sur des prestations de reprographie de tout document pour l'Anses.

Le marché est alloti :

- Lot 1 : reprographie de tout document (montant annuel estimé : 30 000 € HT)
- Lot 2 : conception/réalisation de cartes de visite, cartes de correspondance et cartes d'invitation (montant annuel estimé : 1 000 € HT).

Ces montants sont des estimations qui ne sauraient engager l'Anses, ni lui être opposable, ni donner lieu à une indemnité si le volume de commandes n'est pas atteint.

Chacun des lots est un accord-cadre qui sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique).

Chacun de ces accords-cadres à bons de commande fixe toutes les stipulations contractuelles et est conclu avec un seul opérateur économique.

Le marché ne comporte pas de montant minimum.

Le montant maximum du marché est de 142 999 euros HT.

1.3 DUREE

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

A l'issue de cette première période, le marché est reconduit tacitement au maximum 3 fois pour des périodes successives de 12 mois dans la limite de 48 mois.

Le cas échéant, en cas de volonté du pouvoir adjudicateur de ne pas reconduire le marché, ce dernier se prononce dans un délai de trois mois précédant la fin de la période considérée en notifiant au titulaire la décision correspondant à la non-reconduction du marché ; la non-reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de la validité de la période quel que soit les délais d'exécution de ces derniers.

1.4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant (dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS) :

- L'acte d'engagement (AE), son annexe technique et son annexe financière (offre financière du titulaire) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 (JORF n°0066 du 19 mars 2009) ;
- L'offre du titulaire.

Les documents originaux conservés dans les archives de l'Anses font seuls foi.

Les conditions générales de vente du titulaire et ne sont pas applicables à ce marché.

1.5 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.

En application de l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai peut être faite par remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

1.6 COTRAITANCE

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.

1.7 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Dans tous les cas de figure, seul le titulaire du marché demeure l'interlocuteur du pouvoir adjudicateur et est responsable de l'ensemble des prestations fournies par son sous-traitant.

La demande de sous-traitance peut intervenir au moment du dépôt de l'offre ou après le dépôt de l'offre dans les conditions définies aux articles L 2193-1 à L2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique.

1.8 PENALITE EN CAS DE SOUS-TRAITANCE NON DECLAREE

Le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

2.1 LIEU D'EXECUTION

Site de Maisons-Alfort.

2.2 BONS DE COMMANDES

L'exécution des prestations est déclenchée par bons de commande émis dans les conditions de l'article 3.7 du CCAG-FCS.

Chaque demande de prestations fait l'objet d'un bon de commande envoyé par courriel par l'Anses. Les bons de commande sont écrits, signés, datés et numérotés.

En cas de groupement, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur. La part de chaque cotraitant est précisée sur chaque bon de commande.

Le bon de commande peut être établi sur la base d'un devis du titulaire, à partir des prix du BPU. Après envoi de la demande de devis par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés pour transmettre son devis.

Le bon de commande est assorti, pour valoir pièce contractuelle, de la proposition technique et financière acceptée par la personne publique, et précise notamment :

- Les références du marché ;
- L'entité concernée ;
- La nature, la description et la quantité des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution et de livraison ;
- L'adresse précise du lieu d'exécution ;
- Les prix hors taxes, les prix TTC, les remises ;
- La signature de la personne habilitée par l'Anses ;
- Éventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement, acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La réception du bon de commande fait courir les délais d'exécution.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, si, dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la réception de la commande, l'Anses n'a pas reçu de réserves de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché. Tout bon de commande émis pendant de validité du marché doit être exécuter jusqu'à son terme.

2.3 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché et de l'offre technique du candidat.

Prolongation des délais : Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Pénalités de retard : en cas de retard dans l'exécution du marché, il sera imputable au titulaire et une pénalité de retard de 100 € par jour ouvré de retard. Elles sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations comparativement aux délais d'exécution des prestations fixés au bon de commande.

Ces pénalités s'appliquent sans mise en demeure, sur simple constat par l'Anses des infractions. Le montant des pénalités fait l'objet d'un titre de perception à recouvrer par l'agence comptable de l'Anses.

En dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

2.4 SUIVI DE LA PRESTATION

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'Anses pour sa part informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation.

2.5 TRANSPORT

Conformément à l'article 19.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport sont à la charge du titulaire.

2.6 CLAUDE DE REEXAMEN : MODIFICATION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles L 2194-1, L 2194-2 et R 2194-1 du code de la commande publique, des modifications à l'initiative de l'Anses, le cas échéant sur demande préalable du titulaire, pourront être apportées en cours d'exécution au marché. Elles seront dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence et ce, quel que soit leur montant.

Les modifications pourront porter sur les éléments suivants :

- Modification du périmètre ;
- Toute modification substantielle induisant une évolution du prix.

Suivant le contexte économique, les modalités d'exécution suivantes :

- L'ensemble des dispositions relatives à la révision des prix.
- Toute autre clause impactée.

Toute modification sera constatée par un écrit.

ARTICLE 3 RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

3.1 PERSONNEL DU TITULAIRE - DOMMAGES

Pendant l'exécution de la prestation, le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Les préposés du titulaire affectés à la réalisation de la prestation resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- Aux personnels de l'Anses ou à des tiers,
- Aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

3.2 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MOUVEMENTS SOCIAUX DU PERSONNEL DU TITULAIRE OU D'IMPOSSIBILITE MOMENTANEE D'EXECUTER LES PRESTATIONS

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de la société le titulaire s'engage à prendre toute mesure conservatoire qu'il juge utile pour garantir l'Anses contre tout préjudice et la baisse du niveau de service.

En cas d'impossibilité par le titulaire de respecter momentanément ses engagements, l'Anses peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire peut lui être imputée sur décision du pouvoir adjudicateur. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

3.3 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire du marché doit s'inscrire dans un engagement global en faveur du développement durable en prenant notamment en compte les enjeux environnementaux dans l'exécution de la prestation. Au-delà d'une simple déclaration d'intention, le titulaire du marché devra être en mesure en cours d'exécution du contrat de démontrer sa capacité à améliorer de façon continue les performances environnementales et/ou les maintenir à un niveau élevé et ainsi en faire notamment bénéficier l'Anses.

3.4 ASSURANCES

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Anses ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

3.5 CONFIDENTIALITE

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'Anses, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

3.6 PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à l'Anses.

En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, l'Anses et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la co-activité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité).

Le titulaire pourra être amené à la demande de l'Anses à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant du pouvoir adjudicateur de l'Anses dans les plus brefs délais. De la même manière, l'Anses alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un salarié est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, tout intervenant du titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention applicables sur les entités de l'Anses.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

- Donner à l'Anses la liste du personnel intervenant à l'Anses au préalable de l'intervention et la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;
- Demander l'autorisation de l'Anses pour faire accéder sur le site de nouveaux collaborateurs employés par le titulaire ou par un des sous-traitants au préalable de l'intervention ;
- Faire se présenter les nouveaux agents du titulaire et de ses sous-traitants au poste de contrôle et sécurité ou à l'accueil du site, pour un enregistrement et le dépôt d'une pièce d'identité ;
- Faire signer à chaque employé du titulaire et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au port du badge.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, l'Anses pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

ARTICLE 4 VERIFICATIONS ET ADMISSION

En dérogation du chapitre 5 du CCAG-FCS, la réception des prestations ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

L'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification. Elle est matérialisée par le constat de service fait et le paiement de la facture.

En cas de réfaction, ajournement ou rejet des prestations, les décisions prises sont motivées et notifiées au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal.

ARTICLE 5 PRIX DU MARCHE

5.1 GENERALITES

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement du personnel du titulaire, à l'assurance, ainsi que toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix s'entendent tous frais logistiques inclus dont notamment déplacements, équipements de protection individuelle à l'attention des intervenants, installation et dépose des matériels de prélèvement, gestion des déchets, débris, équipements de protection usagés ou souillés.

5.2 REVISION DES PRIX

Les prix sont fixes la première année.

Ils pourront ensuite être révisés annuellement par référence au tarif que le titulaire pratique à l'ensemble de sa clientèle et/ou au barème qui s'applique au présent marché (sur lequel seront appliqués le ou les rabais indiqués le cas échéant à l'acte d'engagement et ses annexes).

Au plus tard un mois avant l'application du nouveau prix, le titulaire présente à l'ANSES - service achats marchés (14 rue Pierre et Marie Curie 94701 Maisons-Alfort cedex) sa demande d'ajustement en indiquant de manière claire le nouveau prix, les indices pris en compte et tous les éléments permettant de vérifier l'établissement du nouveau prix.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande, l'ANSES notifie au titulaire sa réponse validant ou infirmant le calcul effectué.

Passé le délai de 15 jours, en l'absence de réponse de l'ANSES, la décision de révision est considérée comme acquise à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée sur les références de lecture des indices ou d'erreur dans la mise en œuvre de la formule de révision, l'ANSES procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop-perçu ou à l'émission d'une facture complémentaire.

L'acceptation du nouveau tarif constitue, une fois pour toutes, le document de référence pour toutes les factures émises par le titulaire au titre du marché jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Clause de sauvegarde :

En cas de hausse excédant de 3 % les conditions précédentes, l'Anses se réserve la faculté de limiter l'augmentation à 3% ou de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 6 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ

6.1 AVANCE

Sauf renonciation exprimée en annexe à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire conformément aux dispositions du code de la commande publique ; l'option B de l'article 11 du CCAG/TIC s'applique option B ; le taux de l'avance est de 5%.

6.2 ACOMPTES - REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit au versement d'acomptes (article R 2191-20 du code de la commande publique).

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre. Conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de trente jours à réception des factures par le pouvoir adjudicateur sous réserve d'exigibilité de celles-ci à cette date.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de remise en paiement du principal, suivant la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

6.3 FACTURATION

Présentation des demandes de paiements : Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent sur l'offre financière du titulaire, en fonction des prestations effectivement réalisées et validées.

Les documents afférents au paiement devront porter, outre les mentions légales (article D2192-2 de la commande publique), les indications suivantes :

- Mentions d'identification :
 - Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).
 - Mention claire et lisible de la domiciliation du fournisseur, dans le corps de la facture (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).
- Éléments concernant la facture :
 - La date d'émission de la facture ;
 - Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Éléments concernant la prestation facturée :
 - **Le numéro d'engagement (n°CBDC transmis par l'Anses)**
 - **Le numéro du marché**
 - La date d'exécution des services ;
 - La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
 - Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
 - Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Anses : **FR 54130012024**

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Anses le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Où trouver les informations sur un bon de commande Anses :



Marché	BON DE COMMANDE	DATE
XMIX000025/1	CBDC 318 1	30-12-2016


Page : 1

A facturer à
. SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
94704 MAISONS ALFORT TVA Intracom 54130012024

A livrer à
. SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
94704 MAISONS ALFORT

Fournisseur

6.3.1 Modalités de dépôts des factures :

 **Pour toute entreprise, le dépôt de vos factures doit se faire obligatoirement sur le portail Chorus Pro (www.chorus-pro.gouv.fr/ ; solution gratuite).**

Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.

Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183
- Numéro d'engagement : le **numéro CBDC** (pour les marchés à bon de commande) **A DEFAULT**, indiquer : « **le numéro de marché / FDIR** ».
- **Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ? : répondre NON**
- **Code service (facultatif) : l'ANSES n'en a pas.**

En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur : Les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire et transmises à ce dernier car celui-ci est le seul responsable de la bonne exécution de la commande vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire adresse à l'Anses une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :

- La désignation du sous-traitant ;
- Le numéro du marché concerné ;
- La somme à payer au sous-traitant.

L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.

Service chargé du traitement des factures : Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées, le contact est :

Anses

Agence comptable / Service facturier

14 rue Pierre et Marie Curie

94701 Maisons Alfort cedex

servicefacturier@anses.fr / 01.77.74.17.22.

6.3.2 Résiliation du marché

L'Anses a la faculté de résilier le présent accord-cadre dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 6 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 29 du CCAG-FCS, ils peuvent être résiliés par l'Anses à tout moment qu'il y ait ou non faute du titulaire.

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations ou en cas de résiliation pour faute du titulaire, l'Anses pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 36 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché ou d'une autre commande après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'Anses.

ARTICLE 7 GARANTIE

Les prestations sont garanties dans les conditions prévues par l'article 28 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8 AUTRES DISPOSITIONS

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R 2191-59 du code de la commande publique est :

Le Directeur général de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur l'Agent comptable principal de l'Anses
14 rue Pierre et Marie Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex

NB : dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable principal de l'Anses.

ARTICLE 9 LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le Tribunal Administratif de Melun est le seul compétent.

ARTICLE 10 DEROGATIONS

L'article 1.4 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
L'article 2.3 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS ;
L'article 2.4 déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS ;
L'article 4 déroge au chapitre 5 CCAG-FCS ;

L'article 5.2 déroge à l'article 33 du CCAG-FCS.

ANNEXE 1 AU CCP

Annexe technique – Description des prestations –

Fonctionnalités de la plate-forme de soumission de commandes

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail souhaite que les prestations impression soient pilotées par un outil de gestion des demandes de travaux, qui soit l'outil pivot dans le sens où celui-ci doit servir de passage obligé pour toute demande de travaux (outil dit « workflow »).

Les fonctionnalités souhaitées sont les suivantes : le soumissionnaire devra explicitement préciser si l'outil de gestion des demandes de travaux qu'il propose y répond ou non et dans quelles conditions.

L'outil de gestion des demandes de travaux doit être accessible par internet via un site sécurisé en https à partir des versions actuelles des explorateurs Microsoft Internet Explorer.

L'ANSES privilégiera un outil ne nécessitant pas d'installation particulière (plug-in ou autre) sur les postes clients.

L'accès doit se faire avec identification et saisie de mot de passe, modifiable par l'utilisateur.

L'initialisation de l'annuaire de l'application sera à la charge du titulaire, l'établissement public fournissant un export Excel de son annuaire avec pour chaque établissement : Nom, Prénom, mail, téléphone, direction.

Chaque utilisateur ne doit voir que les travaux qu'il a personnellement demandés.

Seuls les profils de type gestionnaire de site pourront visualiser l'ensemble des demandes de travaux soumises par les utilisateurs.

Bibliothèque en ligne

Certaines commandes peuvent être récurrentes, aussi l'établissement public souhaite disposer d'une aide à la commande de ces documents qui peuvent ou non être personnalisables avec quelques informations variables.

Certains documents de la bibliothèque contenant des champs variables doivent pouvoir être visualisés préalablement à la validation de la commande.

Les zones de saisie du bon de travail électronique seront établies conjointement lors de l'initialisation de la prestation, mais des champs spécifiques devront pouvoir être ajoutés si la totalité des informations nécessaires à l'établissement public n'y figure pas.

Soumission travail (numérique ou analogique)

La solution doit permettre la soumission de travaux numériques et analogiques simples ou complexes.

La soumission de travaux numériques doit supporter à minima les formats Microsoft Office pour en assurer la transformation en PDF.

Dans le cas de travaux simples, à savoir ne mettant en jeu qu'un fichier joint, il est souhaité que la solution précise le montant de la commande en fonction des prix unitaires du bordereau des prix et permette de visualiser le bon à tirer au format PDF.

Dans le cas de travaux complexes, à savoir mettant en jeu plus d'un fichier joint, il est souhaité que la solution offre un espace de saisie de commentaires pour préciser la demande de l'utilisateur. Une acceptation de la demande de travaux (avec bon à tirer si l'utilisateur le demande) devra suivre et précisera le montant de la commande en fonction des prix unitaires du bordereau des prix et offrira à l'utilisateur un bon à tirer si celui-ci le souhaite.

La solution proposée doit émettre des notifications aux demandeurs, par mail ou par consultation de la plate-forme de gestion des demandes de travaux.

Ces notifications doivent pouvoir être paramétrées par utilisateur afin d'être émises ou non selon les étapes retenues par l'utilisateur. Les soumissionnaires devront préciser à quelles étapes leur solution permet la génération d'une notification :

- à la réception de la demande de travaux ;
- à la mise en production ;
- à la réalisation de la prestation ;
- à la mise en livraison...

Fonction de traçabilité de la solution – statistiques

L'ANSES compte s'appuyer sur les éléments de traçabilité fournis par la solution pour mesurer les indicateurs de délai, de qualité de service et de consommation de la prestation :

- Suivi des délais entre la soumission de la demande de travail et la livraison ;
- Suivi des délais entre fin de fabrication et livraison ;
- Suivi des réclamations

Il est donc demandé à ce que L'ANSES dispose d'un accès à un module de statistiques qui permette de faire du reporting, des exports de données au format csv ou compatible avec Excel.

L'établissement public considère que la qualité de service de la solution de gestion de demandes de travaux est directement liée à son implication dans le système de gestion du soumissionnaire ; il est demandé que les réponses aux questions suivantes soient apportées :

1. Sur quelles fonctions la solution de gestion de demandes de travaux est elle couplée au système de gestion du soumissionnaire (fabrication, facturation...)
2. Depuis combien de temps cette solution est-elle éprouvée au sein de l'entreprise ?
3. Quel est l'éditeur de cette solution logicielle ?
4. Quelles sont les références ?

Mises à jour/Support

Dans le cadre du marché et pour la durée de celui-ci, l'ANSES bénéficie des mises à jour ou modifications des logiciels proposés par le titulaire ainsi que celles de la documentation utilisateur.

Le titulaire s'engage à effectuer toute modification matérielle des appareils inhérente à la mise à jour ou à la modification des logiciels et ce, sans supplément de prix.

S'agissant d'une nouvelle version, le titulaire est tenu d'en informer l'ANSES avec un préavis d'un mois franc avant la date éventuelle d'installation. L'information doit être transmise à l'ANSES accompagnée d'un descriptif des améliorations apportées.

Accompagnement/formation

Pour accompagner l'ANSES dans la conduite du changement et vers une autonomie relative dans l'utilisation du logiciel de soumission des travaux, le Titulaire doit assurer un accompagnement et un transfert de compétences vers les administrateurs fonctionnels, vers l'équipe informatique et vers les utilisateurs finaux.

La formation administrateur (administrateur fonctionnel et équipe informatique) porte sur :

- Le logiciel : un transfert de compétences sera assuré pour les fonctions d'administration à distance, de paramétrage, gestion des utilisateurs.

Cette formation comprend la formation initiale théorique et pratique et l'assistance au démarrage, et sera assurée dans les locaux de l'ANSES.

Respect de la confidentialité

Le titulaire doit indiquer quelles dispositions sont prises sur ses sites de production pour que la confidentialité des travaux à réaliser soit respectée.

L'établissement public portera une vigilance particulière aux modalités que présenteront les soumissionnaires.

LOT 1 :

Le candidat retenu devra pouvoir réaliser les prestations **via un Workflow**. Pour y déposer des fichiers en format PDF, ce qui permettra au valideur identifié par l'ANSES d'émettre la commande.

Il y aura un accès et un valideur par site ANSES.

- Reprographie noir et blanc format A3 - A4 sur papier 80 g et 90 g recto/recto verso
- Reprographie couleur quadrichromie format A3 – A4 sur papier 80 g et 90 g recto/recto verso
- Tirage, duplication ou reproduction de Plans noir et blanc ou couleur à partir de support papier ou à partir de fichier PLT ou PDF
- Grand format noir et blanc et couleur, poster au mètre linéaire.
- Fourniture de tubes carton de transport pour poster.
- Imagerie couleur sur papier 120 g, papier photo 185 g, vinyle adhésif, bâche 450g, contre collage sur cartons plume 10 mm, contre collage sur pvc 5 mm, pose œillets.
- Impression numérique grand-format HD sur supports rigides (PVC , Dibond, Plexi PMMA, carton-mouse,..) avec possibilité d'application d'un vernis UV sélectif ou d'un blanc « couvrant »
- Découpe numérique assistée par ordinateur (DAO) sur supports rigides ou souples
- Etude et pilotage de projet de signalétique bâtiment, relevé de côtes
- Interventions et pose d'éléments de signalétique sur site
- Numérisation noir et blanc et couleur format A4 et A3 automatique ou manuel, plan au mètre linéaire, création CD ROM ou CD ROM master, création lien hypertexte, fourniture boîtier cristal.
- Plastification 250 microns format A4 – A3, ou au mètre linéaire
- Supplément papier
 - Reliures (pose et perforation incluses) spirale plastique de 6 mm (40 feuillets) à 22 mm (150 feuillets et plus), spirale métallique de 6 mm (40 feuillets) à 22 mm (150 feuillets et plus), thermocollée de 50 à 200 feuillets et plus, pique à cheval, notariale, dos carré collé.
- Finition et fourniture –
 - Agrafage manuel
 - Chemise à sangle
 - Velin (autocollant adhésif)
 - Perforation 2 trous et 4 trous
 - Assemblage groupe d'éléments
 - Pliage manuel grand format
 - Pliage en deux
 - Pliage en deux pliures pour dépliant trois volets
 - Massicot frais fixes et variables
 - Rhodoïd A4 et A3
 - Bristol A4 et A3
 - Intercalaires ou feuilles intercalaires différentes couleurs de 80 g à 250 g.

- Temps passé main d'œuvre
- Temps passé traitement de fichier
- Cartons et emballages pour expéditions
- Main d'œuvre conditionnement à l'heure
- Transformation de fichier
- Intercalaires ou feuilles intercalaires différentes couleurs de 80 g/120 g/ 160 g/ 170 g/ 180 g / 200 g / 220 g / 230 g / 250 g.

- **Badges**
- Réalisation de badges personnalisés pour évènements
- Reprographie couleur de badges selon maquette et fichier fournis par les soins de l'ANSES (fusion à réaliser) sur papier 120 g
- BAT Papier
- Installation des badges par ordre alphabétique sur planche fournie par l'Anses
- **Chevalets**
- Réalisation de chevalets personnalisés pour évènements
- Reprographie couleur de Chevalets recto selon maquette et fichier fournis par l'ANSES sur papier 120 g
- BAT papier
- Conditionnement
- **Dossier**
- Réalisation de dossier Anses pour évènement
- Pliage des chemises Anses Fournie par nos soins selon rainurage
- Mise sous chemise d'éléments reprographiés séparément
- BAT papier
- Conditionnement

- Supplément papier format A4 120 g, 160 g, 170 g, 200 g, 250 g.
- Supplément papier format A3 120 g, 160 g, 170 g, 200 g, 250 g.
- Supplément papier format A3+ 120 g, 160 g, 170 g, 200 g, 250 g.
- Supplément Format A4 papier Cyclus (papier recyclé) 115 g, 150 g, 170 g, 200 g, 350 g, recto/verso, noir ou couleur
- Supplément Format A4 + papier Cyclus (papier recyclé) 115 g, 150 g, 170 g, 200 g, 350 g, recto/verso, noir ou couleur
- Supplément Format A3 papier Cyclus (papier recyclé) 115 g, 150 g, 170 g, 200 g, 350 g, recto/verso, noir ou couleur
- Supplément Format A3 + papier Cyclus (papier recyclé) 115 g, 150 g, 170 g, 200 g, 350 g, recto/verso, noir ou couleur
- Les prix H.T. s'entendent enlèvements et livraisons à nos adresses inclus.
- TABLE D'IMPRESSION ET DE DECOUPE « A-PLAT »**
- Ces machines permettent d'imprimer et découper directement des supports rigides (PVC, Akilux, Plexi, Dibond,...) pour réaliser par exemple des panneaux de signalétique ou d'information.
- . impression directe en couleur sur PVC rigide 5 mm
- . impression directe en couleur sur PVC rigide 10 mm
- . impression directe en couleur sur Dibond blanc 3 mm
- . impression directe en couleur sur Plexi PMMA 5 mm
- . impression directe en couleur sur Plexi PMMA 10 mm
- . impression directe en couleur avec vernis sélectif sur PVC rigide 5 mm
- . impression directe en couleur avec vernis sélectif sur PVC rigide 10 mm
- . impression directe en couleur avec vernis sélectif sur Dibond blanc 3 mm
- . impression directe en couleur avec blanc de soutien sur Plexi 5 mm
- . impression directe en couleur avec blanc de soutien et vernis sélectif sur Plexi 5 mm
- option « découpe des coins en arrondi » sur les plus petits panneaux.
- **Un compte et une facturation par site.**

LOT 2 :

Le candidat retenu devra pouvoir réaliser les prestations de ce lot **via un Workflow**.
Après validation des matrices générées dans le respect de la charte graphique de L'ANSES, l'ANSES pourra renseigner des champs préalablement établis via cette connexion, qui permettra au valideur identifié par l'ANSES d'émettre la commande.

Il y aura un accès et un valideur par site ANSES.

- Conception, réalisation, tirage de carte d'invitation noir ou couleur format 210 x 100 sur papier couché ou glacé en 350 G.
- Supplément pour 100 cartes d'invitation sur papier Cyclus (papier recyclé) 350 g, recto/verso noir ou couleur
- Conception, réalisation, tirage de carte de visite dimension 85 x 55 couleur sur papier 350 g couché ou glacé, recto français ou recto verso anglais/Français, suivant plusieurs modèles en respect de notre charte graphique.
- Supplément pour 100 cartes de visite sur papier Cyclus (papier recyclé) 350 g, recto/verso noir ou couleur
- Conception, réalisation, tirage de carte de correspondance dimension 210 x 100 noir ou couleur sur papier 350 g couché ou glacé, recto français ou recto verso anglais/français suivant plusieurs modèles en respect de notre charte graphique.
- Supplément pour 100 cartes de correspondance sur papier Cyclus (papier recyclé) 350 g, recto/verso noir ou couleur.
- Supplément pour fourniture et mise sous boîte carton recyclable blanche ou kraft de 100 cartes de visite
- Création des maquettes carte de visite et carte de correspondance.
- Création d'une matrice de carte pour le workflow et BAT mail.
- Saisie de carte et validation par BAT mail
- Les prix H.T. s'entendent enlèvements et livraisons à nos adresses inclus.
- **Un compte et une facturation par site.**